



Communiqué de presse

**Commission de la condition de la femme des Nations unies
Le SISP se joint à l'Alliance de la Fonction publique du Canada afin de dénoncer le
gouvernement Harper**

Montréal, le 5 mars 2009 – À l'instar de nombreuses autres organisations, le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) se joint à l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) pour dénoncer devant la Commission de la condition de la femme des Nations Unies le piètre bilan du gouvernement Harper en matière de droits des femmes.

Cette dénonciation, initiée par l'AFPC, vise directement la Loi d'exécution du budget 2009 du gouvernement fédéral. « Le contenu de cette loi porte, sans contredit, atteinte aux droits et à l'égalité des femmes. Entre autres, elle inclut la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*. Les modifications apportées à cette loi visent à retirer aux fonctionnaires fédéraux le droit au recours aux mécanismes d'équité salariale prévus depuis plus de 30 ans. Le gouvernement veut en faire maintenant un droit négociable. L'équité salariale est un droit qui vise à corriger une injustice historique. En faire un enjeu de négociation est un affront aux travailleuses de la Fonction publique du gouvernement du Canada que nous ne pouvons accepter », de dire la porte-parole du SISP, madame Dominique Verreault.

Certaines des organisations membres du SISP participent actuellement à la 53^e session de la Commission de la femme de l'ONU se déroulant à New-York.

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres issus de cinq organisations syndicales, dont plus de 262 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) représente près de 170 000 membres, dont plus de 120 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), elle représente 26 000 personnes au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) regroupe près de 20 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

– 30 –

SOURCE : Chantal Mantha
Cell. : (514) 236-9287